

CORRIGE – EPREUVE ECO/DROIT - SERIE STG

PARTIE 1 REDACTIONNELLE (10 points)

- Le droit n'est-il qu'une contrainte pour l'entreprise

Réflexion préalable

La formulation implique un plan nuancé du type oui/mais. On peut évoquer dans la 1^{ère} partie l'ensemble des contraintes qui pèsent sur l'entreprise (règles de droit, obligation, statut, limites au pouvoir de décision...) puis dans un second temps rappeler l'existence de libertés économiques pour l'entreprise et l'encadrement de son activité sur le marché.

INTRODUCTION

Le droit est l'ensemble des règles qui organisent la vie des hommes en société. Contrairement à d'autres règles sociales, le non-respect de la règle de droit entraîne des sanctions juridiques. On dit alors que la règle de droit est générale (elle s'applique à toutes les personnes dans une situation précise) et obligatoire (elle s'impose à tous sans aucune distinction).

Les entreprises en tant qu'acteur majeur de l'économie réelle n'échappent pas à ces contraintes.

Elles encadrent ses actes commerciaux, protègent la partie la plus faible et limitent les défaillances du marché. Mais le droit est aussi un outil de protection au service des entreprises innovantes ou qui aspirent à croître sur un marché où la concurrence est équitable.

Nous verrons donc dans un premier temps que le droit est une contrainte pour l'entreprise dans ses actes et ses relations avec les tiers, puis dans un second temps qu'il protège son activité et sa créativité.

PLAN TYPE

1 – Les règles de droit qui s'appliquent aux entreprises

- a) Le droit des contrats
 - Définition : un contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres à donner, faire ou ne pas faire.
 - Principes et conditions de validité : capacité – consentement – objet - cause
 - Effets du contrat : il fait naître des obligations réciproques, il engage la responsabilité civile et pénale des parties
- b) Le droit du travail
 - La notion de contrat de travail : prestation de travail – rémunération – lien de subordination
 - L'encadrement des conditions de travail : durée légale, repos et congés, protection de la vie privée, hygiène et sécurité, rémunération
 - La représentation des salariés : délégués du personnel, comité d'entreprise, délégués syndicaux
 - Défense et protection des salariés : négociation collective, droit de grève, conventions collectives, règlement des conflits
- c) Le droit de la consommation
 - Définition : il s'applique aux consommateurs non-professionnels ou aux professionnels qui concluent des contrats sans lien direct avec leur activité. Il est considéré comme en situation d'infériorité vis-à-vis du professionnel.

- L'obligation d'information et de conseil : sur le produit, sur les conditions de vente, les délais
- Le droit de réflexion du consommateur : délai de réflexion préalable, rétractation si vente à domicile, démarchage, à distance ou vente à crédit)
- Le contrôle des clauses abusives « qui ont pour objet ou pour effet de créer un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat »

2 – La reconnaissance des libertés économiques et la protection de l'activité de l'entreprise

- a) La reconnaissance par le droit de la liberté économique
 - La liberté d'entreprendre une activité économique, la liberté du commerce et de l'industrie ayant valeur constitutionnelle
 - Les libertés économiques reconnues au niveau de l'Union Européenne (charte des droits fondamentaux de l'UE, traités communautaires de libre circulation, liberté d'établissement, libre échange consacré par l'OMC
- b) La protection de la propriété intellectuelle
 - Brevet : titre de propriété industrielle délivré par les pouvoirs publics qui confère un droit exclusif d'exploitation, rappel de l'intérêt d'un dépôt de brevet comme protection juridique de l'invention (auprès de l'INPI)
 - La marque : elle sert à distinguer les biens et services d'une personne physique ou morale. Différenciation par rapport à la concurrence, fidélisation du client, protection contre la copie
- c) La protection de la concurrence au service de l'entreprise
 - Le contrôle des pratiques anticoncurrentielles : ententes, abus de position dominante
 - Le contrôle des concentrations : rapprochement de plusieurs entreprises qui ne doivent pas restreindre la concurrence, rôle de l'autorité de la concurrence qui évalue la portée de l'opération
 - Interdiction des pratiques discriminatoires et des prix anticoncurrentiels

CONCLUSION

Il semble indispensable que le législateur encadre les relations entre les acteurs de l'économie, surtout si les parties en présence sont dans une situation inégalitaire. Le droit est une contrainte qui permet d'encadrer la formation des contrats, qu'ils relèvent du droit commercial ou du droit du travail. Le consommateur comme le salarié sont ainsi protégés.

Mais si le droit apparaît contraignant pour l'entreprise, il permet également de consacrer la liberté d'entreprendre comme un droit fondamental et constitutionnel. De plus, l'entreprise évolue dans un cadre concurrentiel règlementé, à l'abri des pratiques frauduleuses de la concurrence, et peut librement innover et protéger le fruit de sa créativité.

L'encadrement des libertés et donc indispensable pour que l'exercice des relations économiques se réalisent dans l'équité, la transparence en protégeant les parties les plus faibles.

PARTIE 2 ANALYTIQUE (10 points)

1 – Définissez le budget de l'Etat

- Document annuel qui présente l'ensemble des dépenses et des recettes de l'Etat. L'essentiel des recettes provient des impôts, les dépenses sont présentées en grande fonctions : éducation nationale, Défense, aménagement du territoire, logement, justice... Il fait l'objet d'une procédure d'élaboration complète avant son adoption par le Parlement (Assemblée Nationale et Sénat). Dans sa phase préparatoire (année n-1), on le nomme projet de loi de finances, dont le contenu doit être présenté aux parlementaires pour être voté ou amendé. Il peut être présenté en équilibre, en excédent ou en déficit.

2 – Rappelez quels sont les agents économiques qui financent le budget de l'Etat

- Si l'on parle du budget de l'Etat au sens strict, on n'évoque pas celui des organismes de sécurité sociale. Le budget de l'Etat est financé par les recettes fiscales prélevées auprès des agents économiques. Il existe deux types d'impôt : direct (l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) et indirect (taxe sur la valeur ajoutée ou sur les produits pétroliers principalement). Les principaux contributeurs sont donc les ménages avec l'IRPP (impôt sur le revenu des personnes physiques) et la TVA (taxe sur la valeur ajoutée, qui représente à elle seule 45% des recettes fiscales de l'Etat) et les entreprises avec l'IS (impôt sur les sociétés qui frappe les bénéfiques).

3 – Déterminez les contraintes qui pèsent sur l'Etat dans le financement de son budget

- Les recettes fiscales sont directement liées à l'activité économique. Le volume de TVA dépend de la consommation, l'IRPP des revenus des ménages donc du taux d'emploi et du montant des salaires versés (indépendamment des autres formes de revenus liés au patrimoine). De même pour les entreprises, le montant collecté au titre de l'IS dépend des bénéfices réalisés, donc des ventes liées à la demande intérieure et extérieure (exportations). Si les perspectives de croissance sont mauvaises, les rentrées le seront également. Or l'Etat se doit de limiter son déficit budgétaire pour 2 raisons : la première est liée à l'Europe qui fixe un critère de déficit à 3% du PIB (contrainte extérieure). La seconde, appelée effet boule neige vient du fait que si le déficit augmente, il entraîne une augmentation de la dette publique (qui sert à financer la déficit) donc des charges de remboursement de celle-ci. Afin de limiter le déficit en période de crise, l'Etat doit donc également limiter ses dépenses publiques ce qui peut peser sur l'activité économique ou sur le pouvoir d'achat des ménages.

4 – Montrez que le budget de l'Etat est un instrument de politique économique structurel et conjoncturel

- On appelle politique économique l'action de l'Etat en vue de stimuler l'activité économique (relance) ou limiter le déficit public (rigueur). Les mesures engagées utilisent le budget de l'Etat, soit par augmentation des dépenses ou par contraction des recettes dans le cas d'une relance et inversement pour la rigueur.
Certaines mesures peuvent agir rapidement sur la conjoncture pour sortir de la crise. On parle alors de politique de relance conjoncturelle, destinée aux ménages (politique de la demande) et/ou aux entreprises (politique de l'offre). Par exemple, la prime à la casse doit stimuler la demande automobile, le crédit d'impôt doit encourager les ménages à équiper et moderniser leur habitation, le prêt à taux zéro doit faciliter l'accession à la propriété.
Pour les entreprises, les mesures d'aide fiscale aux petites entreprises (réduction d'impôt) doivent leur permettre de mieux traverser la période actuelle de crise.
D'autres mesures agissent sur le long terme en modifiant la structure de notre société. On parle alors de politique structurelle. La création d'une taxe carbone doit permettre de financer des mesures en faveur de l'environnement et de changer les comportements de consommation tout en contribuant à la modernisation du parc immobilier et automobile.

5 – Montrez les effets des mesures envisagées en faveur de l'environnement sur le budget de l'Etat

- La mise en place d'une taxe carbone à un double effet : elle réoriente les entreprises et les ménages vers de comportements plus économes en CO2. L'avantage est que cela va stimuler de nouveaux secteurs d'activité tournés vers l'écologie : si la consommation augmente, la TVA perçue également, et les bénéfices des entreprises stimulées par cette nouvelle demande permettront une hausse des recettes fiscales.
Mais cela peut également entraîner un effet de substitution : certains secteurs traditionnels énergivores pourraient décliner. De plus, les entreprises taxées (hausse des recettes fiscales) peuvent être incitées à délocaliser leur activités (baisse des recettes liées à l'IS)
Les dispositifs fiscaux de soutien à l'accession à la propriété recentrés sur les logements économes entraînent une baisse des recettes fiscales (crédit d'impôt) mais qui peuvent être compensés par une hausse de la TVA perçue sur la vente de constructions neuves.
L'effet de la taxe carbone sur les ménages devrait être neutre puisque les montants prélevés seraient intégralement redistribués.